

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ACIAL 2

ZI de Vau de Chaume
BP 87
41110 Saint-Aignan

Références : 2023-0414
Code AIOT : 0010001755

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement ACIAL implanté ZI de Vau de Chaume 41110 Saint-Aignan. L'inspection a été annoncée le 16/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACIAL 2
- ZI de Vau de Chaume 41110 Saint-Aignan
- Code AIOT : 0010001755
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Etablissement dont l'activité est la fabrication de vestiaires et d'armoires métalliques. Les activités consistent en la découpe, dégraissage et peintures de tôles métalliques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la précédente visite
- Eau : prélèvements et rejets : masse d'eau prioritaire MISEN 41
- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 4.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
16	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 7.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
17	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 7.6.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets – NC1 VI 27/05/2021	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	NC1 VI 27/05/2021	Sans objet
2	Analyse d'eau – NC2 VI 27/05/2021	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 8.2.3.1	NC2 VI 27/05/2021	Sans objet
3	Installations électriques – NC3 VI 27/05/2021	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.3.3	NC3 VI 27/05/2021	Sans objet
5	Déclaration GERE – NC5 VI 27/05/2021	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	NC5 VI 27/05/2021	Sans objet
10	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 8.2.2	/	Sans objet
13	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.7.2.3	/	Sans objet
14	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Exutoires de fumées – NC4 VI 27/05/2021	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.3.2.2	NC4 VI 27/05/2021	Sans objet
6	Vérification avant remise en marche – NC6 VI 27/05/2023	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22.II	NC6 VI 27/05/2023	Sans objet
7	Isolement avec les milieux – NC7 VI 27/05/2021	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.2.4.1	NC7 VI 27/05/2021	Sans objet
8	Consigne d'entretien – NC8 VI 27/05/2020	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.2.4.1	NC8 VI 27/05/2020	Sans objet
9	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.1.1	/	Sans objet
15	Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets – NC1 VI 27/05/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : L'exploitant veillera à bien faire figurer les adresses des transporteurs dans son registre des déchets dangereux sortants.</p>
<p>Observations : Constat du 27/05/2021 : Le registre des déchets dangereux sortants ne fait pas apparaître le récépissé des transporteurs. Le registre des déchets non dangereux est incomplet.</p> <p>Constat du 28/03/2023 : Le registre des déchets fait apparaître les récépissés des entreprises de transport, sauf pour l'entreprise CREDIS GASDON à Chateaubriand (par exemple sur le bordereau : S0313 2841259 11 1).</p> <p>Par échantillonnage, pour le DND expédié par bordereau S0313 3781935 2, la ligne renseignée est complète.</p> <p>L'exploitant a accès à Trackdéchets pour le suivi des bordereaux de suivi des déchets.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Analyse d'eau – NC2 VI 27/05/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 8.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre, pour les effluents industriels jusqu'à la suppression de leur rejet : Eaux pluviales issues du rejet N° E2 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.) Annuelle par temps de pluie (analyse par laboratoire agréé selon des méthodes normalisées notamment NFT 90114 pour HCT) Voir tableau AP
Constats : L'exploitant transmettra les résultats d'analyse des eaux pluviales dont le prélèvement a été réalisé le 16/03/2023.
Observations : Constat du 27/05/2021 : Le pH n'a pas été analysé sur le dernier échantillon d'eaux pluviales (16/12/2020). Constat du 28/03/2023 : Un prélèvement du rejet d'eaux pluviales a été réalisé le 16/03/2023, mais le rapport des résultats d'analyse n'était pas disponible le jour de la visite. L'exploitant a indiqué avoir eu des difficultés avec le prestataires pour faire réaliser ce prélèvement et qu'il y a également eu une période de sécheresse pendant laquelle il n'a pas été possible de réaliser le prélèvement, faute d'eau pluviale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques – NC3 VI 27/05/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. Cette vérification est complétée au moins tous les 3 ans par un contrôle par thermographie infrarouge</p>
Constats : Il reste des non-conformités à lever issues du rapport de vérification des installations électriques.
<p>Observations : Constat du 27/05/2021 : Le matériel électrique n'est pas maintenu en bon état (5 observations sur le Q19 dont 1 reste à traiter), et 4 observations sur le Q18 non traitées.</p> <p>Constat du 28/03/2023 : Le compte-rendu Q18 de vérification des installations électriques du 14/09/2022 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion (4 constats dont 2 dangers ont déjà été signalés). Le rapport complet fait état de 2 observations dont une n'a pas encore été traitée.</p> <p>Le rapport de contrôle Q19, réalisé par Bureau Veritas le 7/11/2022 ne fait état d'aucun écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exutoires de fumées – NC4 VI 27/05/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : Constat du 27/05/2021 : Un des exutoires commandé par la commande n°14 n'est pas opérationnel. Il y a des anomalies sur la zone de désenfumage commandée par la commande n°11.</p> <p>Constat du 28/03/2023 : Le rapport de contrôle du désenfumage réalisé par FPI le 25/05/2022 ne fait état d'aucune non-conformité. Il indique par ailleurs que 2 trappes sont inaccessibles car encombrées par du stockage.</p> <p>L'exploitant veillera à maintenir accessible les commandes d'ouverture des trappes de désenfumage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration GERE – NC5 VI 27/05/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant complètera sa déclaration GERE 2022 avec les déchets dangereux.
Observations : Constat du 27/05/2021 : La déclaration GERE n'a pas été transmise dans les délais impartis. Constat du 28/03/2023: La déclaration GERE a été faite le 9/03/22 et le 20/03/23 dans les délais requis. Néanmoins l'exploitant a indiqué que cette déclaration est à compléter avec la déclaration des déchets dangereux sur 2022, pour un volume de 15,86 tonnes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification avant remise en marche – NC6 VI 27/05/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22.II
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Consignes d'exploitation Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ; [...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat du 27/05/2021 : La liste des vérifications à effectuer avant remise en état de marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité n'est pas établie. Constat de la visite du 28/03/2023 : La procédure de vérification faisant figurer la liste des vérifications à effectuer après une suspension prolongée a été présentée à l'inspection. Elle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection. Cette procédure a été mise en œuvre après l'arrêt du mois d'août et l'arrêt de Noël. Les vérifications sont réalisées par le responsable maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Isolement avec les milieux – NC7 VI 27/05/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat du 27/05/2021 : Un des dispositifs d'isolement du réseau d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur (local compresseur) n'est pas maintenu en état de marche. Constat du 28/03/2023 : Deux obturateurs de type ballon gonflage à cartouche de gaz, à commande manuel au niveau de l'installation, ont été installés le 12 octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consigne d'entretien – NC8 VI 27/05/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 27/05/2021 : L'entretien préventif des deux dispositifs d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur n'est pas défini par consigne. L'exploitant intégrera la réalisation de tests périodiques des dispositifs d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement. Constat du 28/03/2023 : Deux dispositifs neufs ont été installés en octobre 2022. Le contrôle et entretien préventif seront réalisés annuellement par l'installateur, en externe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Réseau public A partir de 2008 : 2000 m3 dont 1500 m3 d'eaux de procédé
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant déclare une consommation d'eau de 728 m3 sur l'année 2021 et de 522 m3 sur l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau potable sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Un relevé hebdomadaire est effectué. Les résultats sont portés sur un registre.
Constats : Le relevé du compteur général n'est pas relevé à fréquence hebdomadaire.
Observations : Le relevé des consommations est réalisée à périodicité mensuelle, au niveau du compteur d'eau et consigné dans un registre. Le relevé est réalisé à fréquence hebdomadaire pour les prélèvements d'eau de process.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, débourbeur-deshuileur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté Nature des effluents : Eaux pluviales Exutoire du rejet : Fossé Traitement avant rejet : Débourbeur-deshuileur (uniquement pour le traitement des eaux de la zone extérieur de stockage des déchets) Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective : Ruisseau dit «le traîne feuille» puis le Cher
Constats : Le point de rejet des eaux pluviales n'est pas équipé d'un déshuileur/débourbeur avant rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.7.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau, apportée au m² de la surface traitée, dite « consommation spécifique » la plus faible possible. Sont pris en compte dans le calcul de cette consommation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de rinçage, • les vidanges des cuves de rinçage, • les éluats, rinçages, purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluent, • les vidanges des cuves de traitement, • les eaux de lavage des sols, • les effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques. <p>Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux de refroidissement ; • les eaux pluviales ; • les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé. <p>[...]</p> <p>La consommation spécifique ne doit pas dépasser 8 l/m²/fonction de rinçage jusqu'en 2007 inclus et, à partir de 2008, 5 l/m²/fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de calcul de la consommation spécifique.
Observations : L'exploitant ne calcule pas une fois par an la consommation spécifique de son installation sur une période représentative de son activité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"> • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; • à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous. Tableau cf APC
Constats : Il n'a pas été constaté d'écart aux VLE mais un conduit de rejet atmosphérique ne figure pas dans l'arrêté préfectoral. Une mise à jour de l'arrêté préfectoral devra être demandée par l'exploitant sur ce point.
Observations : Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé par Bureau Véritas le 07/06/2021 sur les conduits n°1, 2 et 3 ne fait pas état d'écart aux VLE. Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé par Bureau Véritas le 31/05/2022 sur le conduit n°1 ne fait pas état d'écart aux VLE. Cependant, il a été indiqué à l'inspection que l'établissement dispose de 4 exutoires de rejets atmosphériques alors que seulement 3 figurent dans l'arrêté préfectoral de l'établissement. Il manque un conduit de combustion lié aux installations de chauffe des bains de traitement. Néanmoins l'exploitant fait réaliser un contrôle des rejets atmosphériques également sur ce conduit. L'arrêté préfectoral de l'établissement méritera d'être complété pour ajouter cet exutoire et une VLE associée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets au niveau des conduits n°1, 2 et 3 répertoriés à l'article 3.2.2. Tableau : cf AP
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les contrôles des rejets atmosphériques sont réalisés à périodicité annuelle pour le conduit n°1 et à périodicité triennale pour les conduits n°2 et n°3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau constituée au minimum 360 m3 réalimentée par le réseau public. • 3 poteaux incendie implantés à moins de 200 m des installations à protéger et assurant un débit de 180 m3/h sous au moins 1 bar de pression, [...]
Constats : L'établissement ne dispose pas d'une réserve d'eau constituée au minimum 360 m3, ni de 3 poteaux incendie implantés à moins de 200 m des installations à protéger et assurant un débit de 180 m3/h.
Observations : L'établissement ne dispose pas d'une réserve d'eau constituée au minimum 360 m3. Il dispose de 2 poteaux incendie implantés à moins de 200 m des installations à protéger et assurant un débit de 60 m3/h chacun sous au moins 1 bar de pression. Un 3ème poteau serait présent mais plus fonctionnel selon la mairie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2017, article 7.6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, bassin de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 720 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'Article 4.3.11. traitant des eaux pluviales. Le bassin de confinement peut être créé par commande de dispositifs d'obturation des réseaux et utilisation de la topographie du site : les zones du site qui sont ainsi inondées doivent être imperméables et la hauteur d'eau limitée à 20 cm. Le bassin de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : L'établissement ne dispose pas d'un bassin de confinement étanche d'une capacité minimum de 720 m3.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'une partie extérieure du site constituerait une zone de confinement des eaux potentiellement polluées en cas d'incendie. Néanmoins cette zone n'est pas étanche, n'étant pas constituée d'un revêtement imperméable et l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le volume d'eau pouvant être confiné dans cette zone, en considérant une hauteur d'eau limitée à 20 cm.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois